



Informations sur Madagascar

Superficie	587'041 km ² (41'285)
Population	23.572 Mio. (8.190)
Habitants au km ²	40.5 hab/km ² (207.3)
Capitale	Antananarivo
Régime politique	République
Langues	malgache (malagasy) et français, autres langues indigènes
Religions	50% membres de religions autochtones, 41% chrétiens (23% catholiques, 18% protestants), 7% musulmans
Indice de développement humain (HDI)	0.575 / 141e rang sur 188 pays (0.930 / 3e rang)
Alphabétisation	64.7% (99.6)
Mortalité infantile	5.6% (0.4)
Espérance de vie	65 ans (83 ans)

Fischer Weltatmanach 2016 / hdr.undp.org/en/data 2014 – les chiffres entre parenthèses correspondent à la Suisse

Tsinjo Aina – Les caisses d'épargne et de crédit protègent de la faim



Situation dans le pays

La crise politique qui a éclaté en janvier 2009 à Madagascar n'est pas encore terminée. Les sanctions économiques et politiques imposées par la communauté internationale ont des conséquences dévastatrices car le budget de l'État dépend à 60% de bailleurs de fonds extérieurs. La situation économique tendue exacerbe les difficultés auxquelles fait face la population. La violence et le vol organisé de bétail ou de récoltes augmentent considérablement. La production de riz est faible depuis longtemps et de grosses quantités doivent être importées chaque année. En dépit des réserves foncières importantes, un grand nombre de familles paysannes n'ont pas leur propre terrain.

Trois quarts des malgaches continuent à vivre sous le seuil de la pauvreté, fixé à 0,40 dollars US par jour. En outre, près de la moitié de la population souffre des conséquences de la malnutrition. Seul un tiers de la population a accès à de l'eau potable. L'analphabétisme est très répandu en milieu rural et de nombreux adultes et enfants ne disposent pas d'un acte de naissance.

En raison de sa situation exposée au bord de l'Océan indien, Madagascar, dont la faune et la flore sont uniques, fait partie des pays les plus fortement touchés par le réchauffement climatique. En outre, en l'absence d'une politique conséquente contre la déforestation et l'érosion des sols, les cyclones et les inondations détruisent toujours les infrastructures et les récoltes.

Activités jusqu'à aujourd'hui Action de Carême œuvre depuis près de 25 ans à Madagascar. Vers la fin des années 1990, elle a créé le programme Tsinjo Aina en réponse au problème de la dette.

Objectifs

Le nouveau programme Tsinjo Aina à Madagascar est centré sur l'alimentation et les droits humains pour la période 2011 - 2016.

Grâce au programme, un nombre croissant de familles peuvent se nourrir de manière durable et autonome, moins de gens perdent leurs terres et l'approvisionnement en eau potable est amélioré. Les groupes de crédit et d'épargne permettent à leurs membres de se libérer de leurs dettes en s'accordant des crédits entre eux. Ainsi, ils ne dépendent plus de créanciers externes dont les taux d'intérêt vertigineux les plongent dans une spirale de la dette. Des groupes deviennent actifs dans les villages, cultivent des champs communautaires, réparent les espaces scolaires et les voies de transport ou s'engagent en faveur d'un meilleur approvisionnement en eau.

Les membres du groupe prennent conscience de leurs droits en tant que citoyens. L'objectif est notamment que chaque enfant dispose d'un acte de naissance et chaque adulte d'une carte d'identité.

Groupes cibles

Le programme vise les populations les plus défavorisées des douze régions. Il s'agit de familles de petits paysans devant s'endetter fortement, leurs provisions de riz et de manioc n'étant pas suffisantes jusqu'à la prochaine récolte. L'objectif est d'augmenter le nombre de groupes de crédit et d'épargne de 9.000 à 12.000.

Régions

Les activités du programme ne sont pas orientées vers une région en particulier mais ont lieu dans 12 des 22 régions de l'île, en particulier

en milieu rural.

Organisations partenaires

Action de Carême mène le programme Tsinjo Aina en lien avec sept organisations partenaires. Issues de l'initiative de particuliers, les associations enregistrées se sont fortement professionnalisées entre 2005 et 2010. A cela s'ajoute l'organisation d'observation des élections CNOE à Toamasina, qui continue à mener des activités relatives à la démocratisation, ainsi que l'organisation non gouvernementale Taratra, dont les activités sont centrées sur des questions liées à l'eau depuis 1996.

Budget annuel (2016)

1'020'000 CHF

Encadrement et coordination

Deux coordinateurs assurent l'encadrement et le développement des organisations partenaires. Une troisième collaboratrice soutient les organisations dans leur gestion administrative et financière.

Responsable du programme

Blanca Steinmann

Coordination du programme

Parany Rasamimanana / Fanja Razanamialy

Numéro du programme

MG.130 588

